

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 50 fr.	30 fr.	
{ Pays à plein tarif 60 fr.	35 fr.	

Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie : 1 fr. 50
	Par porteur ou par la poste : 20 fr.
	Togo, France et Colonies : 1 fr. 75
	Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

ALLOCUTION RADIODIFFUSÉE

prononcée par le Maréchal PÉTAIN

Chef de l'Etat français

Le 25 Mai 1941

MÈRES DE FAMILLES FRANÇAISES.

La France célèbre aujourd'hui la famille. Elle se doit d'honorer d'abord les mères. Depuis dix mois, je convie les Français à s'arracher au mirage d'une civilisation matérialiste. Je leur ai montré les dangers de l'individualisme, je les ai invités à prendre un point d'appui sur les institutions naturelles et morales auxquelles les lie notre destin d'homme et de Français.

La famille, cellule initiale de la société, nous offre la meilleure garantie de relèvement. Un pays stérile est un pays mortellement atteint dans son existence. Pour que la France vive, il lui faut d'abord des foyers. Le foyer est la maison où l'on se réunit, est le refuge où les affections se fortifient. Cette communauté spirituelle sauve l'homme de l'égoïsme et lui apprend à s'oublier pour se donner à ceux qui l'entourent.

La maîtresse du foyer, la mère, par son affection et sa patience, confère à la vie de chaque jour la quiétude et la douceur. Par sa générosité, son cœur fait rayonner l'amour qui permet d'accepter les plus rudes épreuves avec un courage inébranlable.

Mères de notre pays de France, votre tâche est la plus rude, elle est aussi la plus belle. Vous êtes, avant l'Etat, la dispensatrice de l'éducation ; vous seules savez donner à tous ce goût du travail, ce sens de la discipline, de la modestie et du respect, qui font les hommes sains et les peuples forts. Vous êtes les inspiratrices de notre civilisation chrétienne. Et voici

qu'aujourd'hui, dans les deuils, les misères, vous portez les plus lourdes croix.

Mères de France, entendez ce long cri d'amour qui monte vers vous : Mères de nos tués, mères de nos prisonniers, mères de nos cités, qui donneriez votre vie pour arracher vos enfants à la faim, mères de nos campagnes qui, seules à la ferme, faites germer la moisson, mères glorieuses, mères angoissées, je vous exprime aujourd'hui toute ma reconnaissance.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1941

8 février

— Loi réglementant le paiement de certaines dettes en monnaies étrangères et abrogeant les décrets des 27 août, 17 septembre, 4 octobre et 13 décembre 1940, relatifs à la déclaration et au versement à l'Office de compensation des dettes résultant de l'importation en France et dans l'empire français des marchandises originaires ou en provenance de la Suède, de la Suisse, de la Belgique, du Danemark, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, des colonies de la Couronne britannique, y compris les Indes anglaises. (Arrêté de promulgation n° 251 du 17 mai 1941).

274

6 mars

— Loi relative au paiement des frais et honoraires des administrateurs séquestres des biens allemands mis sous séquestre. (Arrêté de promulgation n° 262 du 21 mai 1941).

276

23 mars	— Loi sur l'administration et la liquidation des biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies. (<i>Arrêté de promulgation n° 252 du 17 mai 1941</i>)	276
30 mars	— Loi fixant le délai pendant lequel peuvent être présentées les demandes nouvelles de carte du combattant pour les opérations de guerre antérieures à la guerre 1939-1940. (<i>Arrêté de promulgation n° 255 du 19 mai 1941</i>)	277
24 avril	— Loi rendant applicable dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies la loi du 11 mars 1941 complétant la loi du 13 août 1940 portant interdiction des sociétés secrètes. (<i>Arrêté de promulgation n° 263 du 21 mai 1941</i>)	278

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1941

16 mai	— N° 1744 F.3 — Arrêté général du Haut-Commissaire de l'Afrique française concernant l'admission des billets de la banque de France dans les caisses publiques en Afrique occidentale française.	278
19 mai	— N° 256 — Arrêté nommant les membres de la commission municipale de la commune-mixte de Lomé.	279
19 mai	— N° 257 — Arrêté modifiant la liste des denrées et produits de première nécessité dont l'exportation est interdite et portant dérogation à certaines interdictions.	279
20 mai	— N° 375 — Décision constituant une commission de réforme.	280
21 mai	— N° 261 — Arrêté portant modification dans l'organisation des cantons du cercle du centre.	281
26 mai	— N° 267 — Arrêté approuvant le plan de campagne forestier pour l'année 1941 et lui donnant force exécutoire.	281
26 mai	— N° 379 — Décision portant affectation de gardes forestiers et fixant leurs attributions. (Extrait).	281
Nominations, mutations, etc.	concernant le personnel.	282
Divers		283

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Avis de concours (école coloniale).	285
Domaines (avis de vente)	286

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Paiement de dettes en monnaies étrangères

ARRETE N° 251 promulguant au Togo la loi du 8 février 1941 sur le paiement de certaines dettes en monnaies étrangères.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu les décrets des 27 août, 17 septembre, 4 octobre et 13 décembre 1940, prescrivant la déclaration et le versement à l'office de compensation des dettes résultant de l'importation en France et dans l'empire français de marchandises originaires ou en provenance de la Suède, de la Suisse, de la Belgique, du Danemark, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne, et d'Irlande du Nord, des colonies de la Couronne britannique, y compris les Indes anglaises respectivement promulgués au Togo par arrêtés des 20 février, 25 janvier 1941, 11 décembre 1940 et 26 février 1941;

Vu les décret et arrêté interministériel du 20 mai 1940 relatifs : 1° — à l'application dans les colonies et territoires africains sous mandat français du décret du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or; 2° — aux opérations prohibées ou autorisées dans les colonies et territoires africains sous mandat, promulgués au Togo par arrêté du 8 juin 1940;

Vu la loi du 8 février 1941;

Vu les instructions en date du 30 avril 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 8 février 1941, qui réglemente le paiement de certaines dettes en monnaies étrangères et abroge les décrets des 27 août, 17 septembre, 4 octobre et 13 décembre 1940, prescrivant la déclaration et le versement à l'office de compensation des dettes résultant de l'importation en France et dans l'empire français des marchandises originaires ou en provenance de la Suède, de la Suisse, de la Belgique, du Danemark, du Luxembourg, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, des colonies de la Couronne britannique, y compris les Indes anglaises.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'une somme est due, à quelque titre que ce soit, par une personne considérée comme française au sens de l'arrêté du 30 avril 1940 précisant les opérations prohibées ou autorisées (art. 1^{er}, 4^e alinéa), à une personne considérée comme étrangère au sens de l'article 1^{er} (5^e alinéa) de l'arrêté du 30 avril 1940 susvisé, et que l'office des changes, sans délivrer les devises étrangères ou les autorisations nécessaires au règlement, estime cependant que celui-ci répond aux conditions prévues par la réglementation des changes, le débiteur est tenu de verser la somme en question à l'office des changes.

Si la somme est libellée dans une monnaie autre que le franc, le versement prévu à l'alinéa précédent doit être effectué en francs sur la base des derniers cours de vente fixés à la date de l'échéance par le fonds de stabilisation des changes.

ART. 2. — L'obligation de versement prévue à l'article 1^{er} s'applique également lorsque l'office des changes a déjà autorisé le paiement de la dette, mais que le règlement effectif de celle-ci dans la monnaie autorisée est devenu impossible par suite de circonstances indépendantes de la volonté du débiteur, notamment par suite de mesures prises par le pays dans la monnaie duquel le paiement est prévu.

ART. 3. — Les versements prévus aux articles précédents doivent être faits à la date de l'échéance de la dette. Pour les dettes échues antérieurement à la publication de la présente loi, les versements doivent être faits avant le 1^{er} mai 1941.

Les versements qui ne seront pas faits à bonne date donneront lieu à la perception d'intérêts de retard au profit de l'office des changes, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 8 ci-dessous.

Les conditions dans lesquelles ces intérêts de retard seront calculés et perçus seront fixées par arrêté du ministre secrétaire d'Etat aux finances.

ART. 4. — Lorsque le débiteur a des raisons valables de solliciter une prorogation des délais de versement résultant de l'article 3 ci-dessus, il a la faculté d'adresser à cet effet une demande à l'office des changes, qui peut, après appréciation des justifications produites, accorder des délais de paiement.

ART. 5. — Sur demande motivée du débiteur et après appréciation des justifications produites, l'office des changes peut également le dispenser en tout ou en partie des versements prévus aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus, lorsqu'il existe des raisons particulières d'accorder une telle dispense, et notamment lorsque le débiteur a acquis une provision en monnaie étrangère qui ne peut être versée effectivement au créancier, par suite de mesures de blocage prises à l'étranger à l'égard des avoirs français ou pour tout autre motif.

ART. 6. — Les dispositions des articles 1^{er} à 5 ci-dessus ne sont pas applicables aux dettes dont le versement doit être fait à l'office des changes (service de la compensation) en application des dispositions d'un accord de paiement en vigueur entre la France et le pays de résidence du créancier.

ART. 7. — Les versements prévus aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus libèrent le débiteur à l'égard du créancier, que celui-ci soit le bénéficiaire primitif de la créance ou un tiers qui en est devenu bénéficiaire, à quelque titre que ce soit.

Les fonds versés par le débiteur conformément aux articles 1^{er} et 2 ci-dessus sont conservés par l'office des changes pour le compte du créancier en attendant que les circonstances rendent possible le règlement effectif de la dette entre les mains du bénéficiaire. Si, lorsque la dette est libellée dans une monnaie autre que le franc, ledit règlement fait ressortir une différence de change, celle-ci est mise au bénéfice ou à la charge de l'office des changes.

ART. 8. — Toute infraction aux dispositions résultant des articles 1^{er} à 3 ci-dessus est passible d'une amende de 100 francs à 50.000 francs qui peut toutefois être portée au montant de la somme sur laquelle a porté la fraude ou la tentative de fraude s'il est supérieur au maximum prévu.

La poursuite de ces infractions ne peut être exercée que sur la plainte du ministre des finances ou de l'un des agents habilités par l'article 27 du décret du 24 avril 1940, fixant les conditions d'application du décret du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant, en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

ART. 9. — Lorsqu'une personne considérée comme française au sens de l'arrêté du 30 avril 1940 susvisé (art. 1^{er}, 4^e alinéa) est redevable envers une autre personne considérée comme française d'une dette qui doit être payée dans une monnaie autre que le franc, elle se libère valablement, après autorisation de l'office des changes, en versant à son créancier en France la contre-valeur en francs de la dette calculée sur la base des derniers cours de vente fixés à la date de l'échéance par le fonds de stabilisation des changes.

ART. 10. — Les dispositions des décrets des 27 août, 17 septembre, 4 octobre et 13 décembre 1940, prescrivant la déclaration et le versement à l'office de compensation des dettes résultant de l'importation en France et dans l'empire français de marchandises originaires ou en provenance des pays ou territoires suivants :

Suède, Suisse, Belgique, Danemark, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Tchécoslovaquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, colonies de la couronne britannique, y compris les Indes anglaises, sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent décret.

ART. 11. — Des arrêtés du ministre secrétaire d'Etat aux finances préciseront, en tant que de besoin, les modalités d'application du présent décret.

ART. 12. — Le présent décret est applicable à l'Algérie et aux territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies.

Des arrêtés du ministre secrétaire d'Etat aux finances et du secrétaire d'Etat aux colonies fixeront les modalités d'application du présent décret aux territoires relevant de l'autorité du secrétaire d'Etat aux colonies.

Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères est chargé de prendre les dispositions nécessaires pour en rendre les prescriptions applicables aux pays de protectorat tunisien et marocain, ainsi qu'aux États du Levant sous mandat français.

ART. 13. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 8 février 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

Yves BOUTHILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Marcel PEYROUTON.

Le ministre secrétaire d'Etat

aux affaires étrangères,

P.-E. FLANDIN.

Le contre-amiral, secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Le garde des sceaux,

ministre secrétaire d'Etat à la justice,

Joseph BARTHÉLEMY.

Frais et honoraires des administrateurs séquestres

ARRETE N° 262 promulguant au Togo la loi du 6 mars 1941 relative au paiement des frais et honoraires des administrateurs séquestres des biens allemands mis sous séquestre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu le décret du 18 septembre 1939 étendant aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies les dispositions du décret-loi du premier septembre 1939 portant interdiction des rapports avec l'ennemi, ensemble les décrets du 1^{er} septembre 1939 pris pour son exécution, promulgué au Togo le 17 décembre 1939;

Vu le décret du 31 juillet 1940 relatif à la levée de plein droit des mesures de séquestre prises en application des décrets du 1^{er} et du 18 septembre 1939 sur la déclaration et la mise sous séquestre des biens ennemis, promulgué au Togo le 3 août 1940;

Vu la loi du 6 mars 1941;

Vu les instructions en date du 10 mai 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 6 mars 1941 relative au paiement des frais et honoraires des administrateurs séquestres des biens allemands mis sous séquestre.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,
Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les mesures de séquestre, prononcées à l'encontre des biens allemands, en application du décret du 1^{er} septembre 1939, relatif à la déclaration et à la mise sous séquestre des biens appartenant à des ennemis, étant levées de plein droit par le décret du 28 juillet 1940, les droits effectivement versés au trésor par les administrateurs séquestres seront remboursés à ces derniers sur leur demande; les droits admis au débet demeureront à la charge de l'Etat.

ART. 2. — Nonobstant les décisions de justice intervenues, les administrateurs séquestres seront exclusivement rémunérés par des honoraires de vacation; ils auront droit, en outre, au remboursement de leurs débours et dépenses, compte tenu des remboursements à eux effectués en vertu de l'article 1^{er}.

Les frais et honoraires des administrateurs séquestres sont à la charge du trésor et seront payés au titre des frais de justice.

Toutefois, lorsque la gestion d'entreprises demeurées sans direction par suite du départ volontaire de leurs gérants aura été reconnue profitable, les frais et honoraires des administrateurs séquestres pourront être prélevés sur l'actif du patrimoine.

ART. 3. — Le présent décret, applicable à l'Algérie, aux colonies, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat français, sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 6 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le garde des sceaux,

ministre secrétaire d'Etat à la justice,

Joseph BARTHÉLÉMY.

Le ministre secrétaire d'Etat

à l'économie nationale et aux finances,

Yves BOUTHILLIER.

Le vice-président du conseil,

ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères

et à la marine,

Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat à la guerre,

Général HUNTZIGER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Biens séquestrés

ARRETE N° 252 promulguant au Togo la loi du 23 mars 1941 relative à l'administration et à la liquidation des biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 23 mars 1941;

Vu les instructions en date du 30 avril 1941 du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 23 mars 1941 relative à l'administration et à la liquidation des biens mis sous séquestre en conséquence d'une mesure de sûreté générale dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 17 mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, lorsque la loi prescrit, en conséquence d'une mesure de sûreté générale, la mise sous séquestre de biens appartenant à des personnes privées, tant physiques que morales, le séquestre en est confié au service local de l'enregistrement, des domaines et du timbre, qui est également compétent pour en effectuer la liquidation le cas échéant.

Les conditions d'administration et de liquidation de ces biens sont fixées par des instructions du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 2. — Les opérations confiées par la présente loi au service local de l'enregistrement, des domaines et du timbre cessent de donner lieu au paiement d'honoraires.

ART. 3. — Le taux et la destination des frais de régie dus à ce service, sur le montant des biens visés à l'article précédent, sont fixés par arrêté du secrétaire d'Etat aux colonies.

ART. 4. — Toutes dispositions contraires sont abrogées.

ART. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 23 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*Le général d'armée,
commandant en chef des forces terrestres,
ministre secrétaire d'Etat à la guerre,*

Général HUNTZIGER.

*Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,*

Yves BOUTHILLIER.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Carte du combattant

ARRETE N° 255 promulguant au Togo la loi du 30 mars 1941 relative au délai de présentation des demandes nouvelles de carte du combattant pour les opérations de guerre antérieures à la guerre 1939-1940.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 30 mars 1941;

Vu les instructions n° 220 A. P./I du Gouverneur général, Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 30 mars 1941 qui fixe le délai pendant lequel peuvent être présentées les demandes nouvelles de carte du combattant pour les opérations de guerre antérieures à la guerre 1939-1940.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux de cercles et de subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de poste.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ETAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE UNIQUE. — Pour être recevables, les demandes nouvelles de carte du combattant au titre des opérations de guerre antérieures à la guerre 1939-1940. devront être présentées dans le délai de deux mois qui suivra la date de promulgation du présent décret, lequel sera inséré au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 30 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

*L'amiral de la flotte,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur
et à la marine,*

Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat à la guerre,
Général HUNTZIGER.

Le secrétaire d'Etat à l'aviation,

Général BEROERET.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,

Amiral PLATON.

Interdiction des associations secrètes

ARRETE N° 263 promulguant au Togo la loi du 24 avril 1941 sur l'interdiction des sociétés secrètes.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 sur le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo;

Vu la loi du 13 août 1940 portant dissolution de plein droit des associations et groupements secrets, promulguée au Togo le 23 août 1940;

Vu la loi du 24 avril 1941;

Vu les instructions en date du 14 mai 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulguée dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, la loi du 24 avril 1941 qui rend applicable dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies la loi du 11 mars 1941 complétant la loi du 13 août 1940 portant interdiction des sociétés secrètes.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mai 1941.

J. DELPECH.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 11 mars 1941 complétant celles du 13 août 1940, portant interdiction des associations secrètes sont rendues applicables aux territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies sous réserve des modifications suivantes :

L'article 1^{er}, dernier alinéa, est complété comme suit :

« A défaut de bureaux de bienfaisance, ces biens pourront, dans les mêmes conditions, être remis aux offices coloniaux des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation des territoires intéressés ».

ART. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 24 avril 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLÉMY.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
Amiral DARLAN.

Le secrétaire d'Etat aux colonies,
Amiral PLATON.

LOI du 11 mars 1941 complétant la loi du 13 août 1940 portant interdiction des sociétés secrètes.

NOUS, MARÉCHAL DE FRANCE, CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS,

Le conseil des ministres entendu;

DECRETONS :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de la loi du 13 août 1940 portant interdiction des sociétés secrètes est complété ainsi qu'il suit :

« Toutefois, les archives, papiers, bibliothèques et autres objets ayant un caractère historique, documentaire ou rituel, seront remis à la bibliothèque nationale, qui pourra en rétrocéder tout ou partie aux bibliothèques départementales ou municipales.

« Les biens mobiliers de faible valeur pourront, par ordonnance du président du tribunal, et à la requête du ministère public, être remis en nature, sans vente préalable, à l'administration de l'assistance publique à Paris et, dans les autres localités, aux bureaux de bienfaisance des villes ou communes qui en feront la demande, sans toutefois que cette attribution puisse préjudicier, le cas échéant, aux droits des créanciers ».

ART. 2. — Il est inséré, entre les articles 3 et 4, l'article suivant, qui prendra le numéro 3 bis :

« Sont nuls tous actes entre vifs et testamentaires, à titre onéreux ou gratuit, accomplis soit directement, soit par personne interposée, ou toute autre voie indirecte, ayant pour objet de permettre aux associations interdites de se soustraire à l'application des articles précédents.

« La nullité sera prononcée, soit à la diligence du ministère public, soit à la requête de tout intéressé ».

ART. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 11 mars 1941.

PHILIPPE PETAIN.

Par le Maréchal de France, Chef de l'Etat Français :

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
Joseph BARTHÉLÉMY.

Le vice-président du conseil,
ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères
et à l'intérieur,
Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
Yves BOUTHILLIER.

ACTES DU POUVOIR LOCAL**Billets de la banque de France**

ARRETE N° 1744 F/3 concernant l'admission des billets de la banque de France dans les caisses publiques en Afrique occidentale française.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,
HAUT-COMMISSAIRE DE L'AFRIQUE FRANÇAISE,
COMMANDEUR DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu le décret du 29 juin 1901 concédant à la banque de l'Afrique occidentale son privilège d'émission;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable aux colonies et territoires sous mandat français le décret-loi du même jour relatif au contrôle des changes, ensemble les décrets modificatifs subséquents et notamment le décret du 20 mai 1940;

Vu l'arrêté interministériel du 20 mai 1940, précisant les opérations autorisées ou prohibées dans les colonies ou territoires africains sous mandat, ensemble les arrêtés modificatifs subséquents;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la publication du présent arrêté, les billets de la banque de France de 5.000 francs, 1.000 francs et 500 francs ne seront plus acceptés par les caisses publiques en A. O. F.

ART. 2. — Pendant un délai de 15 jours à partir de cette même publication, les détenteurs actuels de coupures de 500 francs et de 1.000 francs de la banque de France pourront, s'il s'agit de sommes inférieures à 5.000 francs, les échanger aux bureaux de poste, agences spéciales, caisses du trésor et de la B. A. O.

Les sommes d'un montant plus élevé et les coupures de 5.000 francs ne pourront être échangées qu'aux caisses du trésor ou de la B. A. O. et seulement après justification de l'identité des détenteurs et de l'origine des billets.

ART. 3. — Les fonctionnaires, les militaires ou marins et les voyageurs venant de France pourront, en tout temps, échanger à la caisse du trésor ou de la B. A. O. du premier port d'escale ou du port de débarquement les billets de la banque de France se trouvant en leur possession, dans la limite des sommes et pour les coupures dont l'exportation de France est autorisée par les règlements sur le contrôle des changes.

ART. 4. — Le directeur des finances et de la comptabilité, les gouverneurs des colonies du groupe, le trésorier général de l'A. O. F. et le directeur régional des postes et télégraphes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Dakar, le 16 mai 1941.

P. BOISSON.

Commission municipale de Lomé

ARRETE No 256 nommant les membres de la commission municipale de la commune-mixte de Lomé.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant constitution de communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté no 577 du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes du Togo, notamment en son article 4;

Vu l'arrêté no 578 du 20 novembre 1932 portant création de la commune-mixte de Lomé, notamment en son article 3;

Vu l'arrêté no 270 du 30 mai 1937 nommant les membres de la commission municipale de la commune-mixte de Lomé;

Vu la liste des notables établie en date du 1^{er} mars 1941 par l'administrateur des colonies, administrateur-maire de Lomé;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 19 mai 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés membres de la commission municipale de la commune-mixte de Lomé:

1^o — Membres titulaires citoyens français :

M.M. Eychenne Raymond,
Curtat Georges,
Trosselly Antoine,
Viale Raymond.

2^o — Membres titulaires originaires du Territoire :

M.M. Ajavon Emmanuel,
de Souza Félicio,
Olympio Pedro,
Creppy Edmond.

3^o — Membres suppléants citoyens français :

M.M. Charles Pierre,
Robert Alexandre.

4^o — Membres suppléants originaires du Territoire :

M.M. Fumey William,
Agbodjan Prince William.

ART. 2. — Les membres de la commission municipale entreront en fonction le 31 mai 1941.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mai 1941.

J. DELPECH.

Exportation des produits de première nécessité

ARRETE No 257 modifiant la liste des denrées et produits de première nécessité dont l'exportation est interdite et portant dérogation à certaines interdictions.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 11 juillet 1938, sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 2 mai 1939, portant règlement d'administration publique pour l'application aux territoires d'outre-mer relevant du ministère des colonies, de la loi du 11 juillet 1938;

Vu l'arrêté local n° 449 du 29 août 1939 portant interdiction de l'exportation de certains produits, marchandises et denrées;

Vu la circulaire n° 273 e./c. du 21 avril 1941 du Haut-Commissaire de l'Afrique française;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 19 mai 1941;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est modifiée comme suit la liste des denrées et produits de première nécessité, dont l'exportation du Territoire est interdite, annexée à l'arrêté n° 449 du 29 août 1939 :

Riz,
Mil,
Maïs en grains,
Légumes secs d'importation,
Pommes de terre,
Sucre,
Sel,
Lait de conserve,
Alcool à brûler,
Allumettes,
Essence,
Pétrole et mazout,
Huiles et graisses d'importation (beurre, saindoux, cocose, végétaline, etc.),
Vins et vinaigre,
Pâtes alimentaires,
Poissons secs ou de conserve,
Conserve de viande, de légumes et de fruits,
Savon (d'importation et de fabrication locale),
Bougies,
Quinine.

ART. 2. — Une dérogation permanente à cette prohibition est appliquée aux expéditions de riz et de savon par paquets poste ou colis postaux à destination de la Métropole ou de l'Afrique du Nord.

A cet effet, des cartes trimestrielles, permettant l'envoi mensuel de 2 kgs., 500 de riz du pays et de 2 kgs., 500 de savon de fabrication locale pour ces destinations, seront délivrées par les commandants de cercle ou les chefs de subdivision à chaque chef de famille résidant à la colonie qui en fera la demande.

Les coupons relatifs à ces expéditions seront détachés par les agents des postes, télégraphes et téléphones, au moment du dépôt des colis ou paquets.

ART. 3. — Des dérogations à l'interdiction de sortie édictée par l'article 1^{er} pourront être accordées par le Commissaire de France sur demande écrite spéciale en cas de nécessité reconnue, notamment pour les provisions de bord des navires et le ravitaillement des cercles des autres colonies de l'A. O. F. limitrophes du territoire du Togo.

ART. 4. — Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté seront passibles des peines prévues à l'article 46 de la loi du 11 juillet 1938.

ART. 5. — Le chef du service des douanes, le chef du service des P. T. T., les administrateurs commandant de cercle et les chefs de subdivision, les officiers

de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 19 mai 1941.

J. DELPECH.

Commission de réforme

DECISION N° 375 constituant une commission de réforme.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉOON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 28 novembre 1924 instituant une commission de réforme au chef-lieu de chaque colonie, pays de protectorat ou territoire relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 1^{er} novembre 1928 organisant la caisse intercoloniale de retraite;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 1929 déclarant la commission prévue à l'article 1^{er} du décret du 28 novembre 1924 susvisé, également compétente à l'égard des fonctionnaires soumis au régime de la caisse intercoloniale de retraite;

Vu le décret du 8 novembre 1939 relatif à la représentation des personnels aux commissions de réforme et organismes similaires pendant les hostilités;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — La commission de réforme prévue à l'article 1^{er} du décret du 28 novembre 1924 susvisé est, en ce qui concerne le personnel du service des postes, télégraphes et téléphones, composée de la façon suivante :

M. de Saint Alary, administrateur en chef des colonies, inspecteur des affaires administratives

Président

M.M. Lescellier, receveur des P. T. T., chef du service des postes, télégraphes et téléphones,

Saint Crik, payeur de la trésorerie du Togo, représentant du trésorier-payeur,

Lagardère, médecin capitaine des troupes coloniales, membre de la commission de rapatriement,

Champion, inspecteur des écoles, inspecteur p. i. de l'enseignement au Togo,

Droniou, vérificateur des douanes, chef du service des douanes du Togo,

Jallais, mécanicien électricien des P. T. T.,

Angeletti, surveillant principal des T. P.

pour le personnel soumis au régime de la caisse intercoloniale de retraite.

Membres

ART. 2. — La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 20 mai 1941.

J. DELPECH.

Commandement indigène

ARRETE N° 261 portant modification dans l'organisation des cantons du cercle du Centre.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo;

Vu l'arrêté du 2 juillet 1936 portant organisation territoriale du cercle du Centre;

Sur la proposition du commandant du cercle du Centre;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est abrogé, en ce qui concerne le canton d'Atakpamé-Woudou, l'arrêté du 2 juillet 1936 portant organisation territoriale du cercle du Centre.

ART. 2. — Les villages constituant l'ancien canton d'Atakpamé-Woudou, tels qu'ils sont énumérés par l'arrêté du 2 juillet 1936 susvisé, sont rattachés au canton d'Atakpamé-Niania.

ART. 3. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du 1^{er} juin 1941 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 mai 1941.

J. DELPECH.

Plan de campagne forestier

ARRETE N° 267 approuvant le plan de campagne forestier pour l'année 1941 et lui donnant force exécutoire.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 fixant le régime forestier du territoire du Togo;

Vu l'arrêté n° 29 du 14 janvier 1941 fixant au territoire du Togo les modalités d'élaboration du programme d'action forestière et les attributions des organismes chargés de sa réalisation;

Vu les procès-verbaux des commissions chargées de l'élaboration du plan de campagne et les observations présentées par l'inspecteur des eaux et forêts, conseiller technique;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le plan de campagne forestier établi à la date du 20 mai 1941 pour l'année 1941.

ART. 2. — Les dispositions de ce plan de campagne reçoivent force exécutoire, dans la limite des crédits prévus au budget de l'exercice 1941 et qui seront délégués aux divers organismes chargés de sa réalisation.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 26 mai 1941.

J. DELPECH.

Attributions des gardes forestiers

DECISION N° 379 portant affectation de gardes forestiers et fixant leurs attributions.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 5 février 1938 portant organisation du régime forestier du territoire du Togo;

Vu le décret du 13 octobre 1936 portant réglementation de la chasse;

Vu l'arrêté n° 132 du 13 mars 1941 créant un peloton des eaux et forêts dans le territoire du Togo;

Vu la décision n° 301 du 12 avril 1941 fixant l'effectif du peloton des eaux et forêts;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. —

ART. 2. — Les gardes forestiers sont utilisés par les officiers des eaux, forêts et chasses et par les contrôleurs des eaux et forêts pour l'exécution des travaux et études qui incombent au service et pour l'application des règlements.

Les gardes forestiers ont essentiellement un rôle de police. — Ils accomplissent périodiquement des tournées de surveillance suivant les consignes établies par les officiers et les contrôleurs.

Ils sont particulièrement chargés de la surveillance et de la protection des forêts classées, ils résident sur ces forêts.

En cas de feu de brousse signalé ils doivent sans délai se rendre sur les lieux de l'incendie et le combattre par les moyens visés à l'article 25 du décret du 5 février 1938.

Ces gardes sont placés sous la direction de l'administrateur, chef de la circonscription de leur lieu d'affectation à qui ils rendent compte directement de l'exécution des consignes.

Les gardes forestiers rendent compte des infractions dans les conditions indiquées ci-dessus, ils n'ont pas pouvoir pour dresser procès-verbal.

ART. 3. — Par application de l'arrêté n° 132 du 13 mars 1941, le traitement des gardes préposés à la surveillance des forêts classées en vue de l'exploitation

des bois de chauffe par le service du chemin de fer sera supporté par le budget annexe; la solde des gardes préposés à la surveillance des forêts classées non soumises à exploitation est supportée par le budget local, chapitre VIII, article 7, paragraphe 2.

ART. 4. — La présente décision qui entrera en vigueur le 1^{er} juin 1941 sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Lomé, le 26 mai 1941.

J. DELPECH.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPEEN

Nomination

Par décision n° 376 du :

23 mai 1941. — M. Lhuissier, André, est engagé à titre provisoire et d'essai au salaire de 30 francs par jour pour compter du jour de sa prise effective de service.

Passages automatiques à l'échelon supérieur de solde

Par décision n° 373 du :

19 mai 1941. — Les dispositions de l'article premier de la décision n° 241 du 23 mars 1941 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Le passage automatique à l'échelon supérieur de solde suivant est constaté à compter du 1^{er} avril 1941 dans le personnel du service des P. T. T. de l'A. O. F. :

« M. Jallais Albert, mécanicien-électricien des P. T. T. de l'A. O. F. à 17.500 francs, passe à l'échelon de 19.000 francs ».

Par décision n° 374 du :

19 mai 1941. — Est constaté, pour compter du 1^{er} avril 1941, le passage automatique à l'échelon de receveur comptable centralisateur après deux ans de M. Lescellier Bienaimé, receveur comptable centralisateur avant deux ans.

Rappel d'ancienneté

Par arrêté n° 253 du :

17 mai 1941. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires non utilisés, sont accordés aux fonctionnaires des cadres locaux du Togo, désignés ci-dessous :

1^o — CADRE DES GÉOMÈTRES :

Lalondrelle, géomètre de 1^{re} classe : 5 ans 2 mois 2 jours.

2^o — CADRE DES TRAVAUX PUBLICS :

Stoll, chef ouvrier d'art de 2^e classe : 2 mois 27 j.
Walter Georges, surveillant de 4^e classe : 1 an 6 m.

3^o — CADRE DES CHEMINS DE FER :

Cerveaux Lyonel, sous-chef de gare de 1^{re} classe : 9 mois.

Cantara Louis, ouvrier d'art de 3^e classe : 1 an 10 mois 2 jours.

Plancq Jean, comptable principal de 3^e classe : 7 mois 5 jours.

4^o — CADRE DE L'AGRICULTURE :

Horard Gustave, conducteur de 2^e classe : 1 an 10 jours.

5^o — CADRE DE L'ENSEIGNEMENT :

Beuter Marc, instituteur de 3^e classe : 2 mois 14 j.

Capelier Franc, instituteur de 3^e classe : 2 mois 1 j.

Pallarès Martin, instituteur ppal. de 1^{re} classe : 7 mois 23 jours.

PERSONNEL INDIGÈNE

Nomination

Par arrêté n° 265 du :

23 mai 1941. — L'ex-sergent, Richard Estève, est nommé garde-frontière stagiaire pour compter du 1^{er} juin 1941.

Reclassement

Par arrêté n° 264 du :

23 mai 1941. — L'infirmier-major Abbey William est reclassé comme suit :

Infirmier de 1^{re} classe le 1^{er} janvier 1929;

Infirmier-major de 5^e classe le 1^{er} juillet 1934;

Infirmier-major de 4^e classe le 1^{er} janvier 1937;

Infirmier-major de 3^e classe le 1^{er} juillet 1939 au point de vue exclusif de l'ancienneté.

Punitions

Par décision n° 382 du :

26 mai 1941. — Un blâme officiel avec inscription au dossier est infligé au médecin auxiliaire de 3^e cl. Yebovi Elias Andrew, pour insubordination.

Par décision n° 383 du :

26 mai 1941. — Une punition de 15 jours de prison avec retenue de solde est infligée au garde de 1^{re} classe Asso II, N° Mie. 923, du détachement de police de Lomé, pour « ivresse en service » (récidive).

Démissions

Par décision n° 377 du :

23 mai 1941. — Est acceptée, pour compter du 1^{er} mai 1941, la démission de son emploi, offerte par l'agent auxiliaire Mensah Jacob.

Par décision n° 388 du :

28 mai 1941. — Est acceptée, pour compter du 6 mai 1941, la démission de son emploi offerte par l'agent auxiliaire Zanou.

Licenciement

Par arrêté n° 268 du :

29 mai 1941. — L'agent auxiliaire (opérateur-radio) Gnacadja Dadjo, est licencié de son emploi pour inaptitude physique, à compter du 1^{er} juin 1941.

DIVERS**Assistance sociale**

Par décision n° 380 du :

26 mai 1941. — Une subvention supplémentaire de TROIS MILLE SIX CENTS FRANCS (3.600 frs.) est accordée à l'Œuvre d'Aide et d'Assistance aux enfants des lépreux.

Commandement indigène

Par arrêté n° 254 du :

19 mai 1941. — Le nommé Bassa Agbégninou, chef du village de Daye-Apéyémé, est nommé chef du canton de Daye-Atigba, en remplacement du nommé Gabla Adzata, décédé.

Cotes irrécouvrables

Par arrêté n° 258 du :

19 mai 1941. — Sont admises en non valeurs les cotes irrécouvrables afférentes à l'exercice 1940 ci-après :

CERCLE DE LOMÉ — (Subdivision)**Impôt personnel indigène catégorie ordinaire.**

Rôle N° 10 — art. 4 — 27 cotes à 48 frs.	1.296 frs.
— — 63 — 11 —	528,—
	<u>1 824 frs</u>

CERCLE DE LOMÉ — (Lomé-Ville)**Patentes.**

	C. Addit.	Total
Rôle N° 68 — art. 11 — 1 cote à 650	32,50	682,50
— — 10 — 1 — 400	20,—	420,—
— — 15 — 1 — 400	20,—	420,—
— — 41 — 1 — 150	7,50	157,50
— — 45 — 1 — 150	7,50	157,50
— — 123 — 1 — 50	2,50	52,50
	1.800	90,—
		<u>1 890,—</u>

Le trésorier-payeur est autorisé à porter ces cotes irrécouvrables en réduction de ses prises en charge.

Dégrèvement

Par arrêté n° 259 du :

19 mai 1941. — Sont accordés les dégrèvements suivants :

EXERCICE 1940

	IMPOT personnel européen	TAXE sur arme perfectionnée
Sokodé - Rôle n° 131 - art. 1 Grondard Alexandre	548,50	20,00
Atakpamé - Rôle n° 17 - art. 64 Brannar Frédéric	—	20,00
	IMPOT personnel indigène	RACHAT prestations
Atakpamé - Rôle n° 16 - art. 89 Zinsou Maurice	125,00	25,00
— Rôle n° 16 - art. 109 Brannar Frédéric	125,00	25,00
— Rôle n° 16 - art. 135 Antoine Gadegbekou	60,00	20,00
	Impôt sur population frottante	
Sansanné-Mango - Rôle n° 125 - art. 1 Many Sadi	30,00	

Le trésorier-payeur est autorisé à porter le montant de ces différentes cotes en réduction de ses prises en charge.

Enseignement**Commissions d'examen**

Par décision n° 384 du :

27 mai 1941. — La commission chargée de la surveillance des épreuves du concours d'admission à l'Ecole William Ponty est composée ainsi qu'il suit :

Président :

M. Champion, inspecteur de l'enseignement.

Membres :

Mme. Patanchon, institutrice principale hors classe du cadre supérieur de l'enseignement du Togo;

M.M. Aquereburu, instituteur de 4^e classe du cadre supérieur de l'enseignement du Togo;
Fay, élève-administrateur des colonies;
Micheletti, commis des services civils de l'A. E. F.

Elle se réunira les 9 et 10 juin à 7 h. 30 dans les locaux du cours complémentaire de Lomé.

La commission chargée de la surveillance des épreuves du concours d'admission à l'Ecole normale rurale de Katibougou est composée ainsi qu'il suit :

Président :

M. Champion, inspecteur de l'enseignement.

Membres :

Mme. Patanchon, institutrice principale hors classe du cadre supérieur de l'enseignement du Togo;

M.M. Aquereburu, instituteur de 4^e classe du cadre supérieur de l'enseignement du Togo;
Fay, élève-administrateur des colonies;
Micheletti, commis des services civils de l'A. E. F.

Elle se réunira les 9 et 10 juin à 7 h. 30 dans les locaux du cours complémentaire de Lomé.

La commission chargée de la surveillance des épreuves du concours d'admission à l'Ecole technique supérieure de Bamako est composée ainsi qu'il suit :

Président :

M. Champion, inspecteur de l'enseignement.

Membres :

M.M. Venault, ingénieur des travaux publics des colonies, délégué du chef du service des travaux publics et des mines;

Brassard, chef du service radiotélégraphique;

Mme. Patanchon, institutrice principale hors classe du cadre supérieur de l'enseignement du Togo;

M. Aquereburu, instituteur de 4^e classe du cadre supérieur de l'enseignement du Togo.

Elle se réunira les 12, 13 et 14 juin à 7 h. 30 dans les locaux du cours complémentaire de Lomé.

La commission chargée de la surveillance des épreuves du concours d'admission à l'Ecole normale de jeunes filles de Rufisque est composée ainsi qu'il suit :

Président :

M. Champion, inspecteur de l'enseignement.

Membres :

Mme. Patanchon, institutrice principale hors classe du cadre supérieur de l'enseignement du Togo;

M.M. Aquereburu, instituteur de 4^e classe du cadre supérieur de l'enseignement du Togo;
Fay, élève-administrateur des colonies;
Micheletti, commis des services civils de l'A. E. F.

Elle se réunira les 16 et 17 juin à 7 h. 30 dans les locaux du cours complémentaire de Lomé.

La commission chargée de la surveillance des épreuves du concours d'admission à l'Ecole de médecine (section des élèves sages-femmes et infirmières-visiteuses) est composée ainsi qu'il suit :

Président :

M. Champion, inspecteur de l'enseignement.

Membres :

M.M. Aquereburu, instituteur de 4^e classe du cadre supérieur de l'enseignement du Togo;
Fay, élève-administrateur des colonies;
Micheletti, commis des services civils de l'A. E. F.

Elle se réunira les 16 et 17 juin à 7 h. 30 dans les locaux du cours complémentaire de Lomé.

Frais funéraires

Par décision n° 381 du :

26 mai 1941. — Est accordée au nommé Medowokpo André, domicilié à Lomé, la somme de TROIS CENTS FRANCS (300 frs.) au titre de remboursement de frais funéraires supportés par lui à l'occasion du décès de son père Medowokpo Nugbalo, chef surveillant des P. T. T., survenu à Lomé le 24 avril 1941.

Interdiction de séjour

Par arrêté n° 266 du :

23 mai 1941. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant dix ans, durée fixée par le jugement n° 12 du 12 mai 1932 du tribunal du cercle d'Anécho, au nommé Dolé dit Anani Alignon, né à Todjenkoin (Dahomey), fils de feu Agbolan et de Pépé.

Police des chemins de fer

Par décision n° 378 du :

23 mai 1941. — L'agent indigène du réseau des chemins de fer du Togo, Afangbedji Eustache, est commissionné à l'effet de constater les infractions à la police, à la sûreté et à l'exploitation des chemins de fer du Togo.

Cet agent a prêté serment devant le tribunal civil de Lomé, à l'audience du 19 février 1941.

Surveillance des prix*(Séance du 19 mai 1941)***MAISON U. A. G.***Drill kakhi N° 5610 :*

Le yard 16,90

Gordon's gin :

La bouteille de 0 l. 75 54,00

MAISON S. G. G. G.*Vin rouge marocain S. G. G. G 12° :*

Le litre nu 7,50

La bouteille de 0 l. 65 5,75

Vin rouge algérien S. G. G. G. 12° 5 :

Le litre nu 5,75

La bouteille de 0 l. 65 4,75

MAISON S. C. O. A.*Tisane des chartreux :*

Le flacon 22,00

Pippermint " Franc " 27° :

Le litre 50,00

Verre de lanternes 423/7 :

La pièce 5,00

Pointes de Paris de 19-25-50 et 70 :

Le kilogramme 10,50

Chaux vive :

Le drum de 6 kg. 500 50,00

Le drum de 12 kg. 500 73,00

Le drum de 25 kg. 97,00

MAISON JOHN HOLT.*Sel marin :*

La tonne 1.610,00

Le kilogramme 1,85

MAISON Cie. F. A. O.*Vin rouge Bordeaux supérieur :*

Le litre nu 12,00

Vin rouge Bordeaux supérieur 11° 8 :

Le litre nu 11,00

Cognac Martel 43° :

La bouteille 79,50

Chaux vive :

Le drum de 50 kg. 147,00

Carbonileum :

Le litre nu 9,00

Crésil :

Le kilogramme 9,50

Coaltar :

Le kilogramme 4,75

Le drum de 25 kg. 500 130,00

Fil à filet :

Les 20 écheveaux 125,00

L'écheveau 6,50

Allumettes algériennes :

Le paquet de 10 boîtes 5,00

La boîte 0,60

Terrains domaniaux

Par décision n° 368 du :

19 mai 1941. — Une commission composée de :

M. le chef de la subdivision de Lomé *Président*
 M.M. Mancion, inspecteur de l'agriculture,
 représentant de l'administration,
 Félício de Souza, notable-propriétaire,

Membres

Sylvanus Olympio, agent de commerce, le concessionnaire,

se réunira sur place à Kainkopé sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par le sieur Sylvanus Olympio.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

Par décision n° 369 du :

19 mai 1941. — Une commission composée de :

M. le chef de la subdivision de Lomé *Président*
 M.M. Mancion, inspecteur de l'agriculture,
 représentant de l'administration,
 Félício de Souza, notable-propriétaire,

Membres

Michel Nubukpo, instituteur, le concessionnaire,

se réunira sur place à Kainkopé sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par le sieur Michel Nubukpo.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS ET COMMUNICATIONS****Avis de concours****Concours du stage de l'école coloniale**

Par arrêté du ~~7 avril 1941~~ ^{26/6/42}, paru au *Journal officiel* de l'Etat français, en date du ~~9 mai 1941~~ ^{26/6/42}, le concours prévu par le décret du 10 juillet 1920, modifié par le décret du 20 février 1934, concernant l'admission au stage de l'école nationale de la France d'outre-mer des adjoints des services civils et des commis principaux des secrétariats généraux aura lieu les ~~11 et 12~~ ^{26 et 27} novembre 1941. Le nombre des places mises au concours a été fixé à trente ~~six~~ ^{soixante}. Le programme d'économie politique est celui des deux premières années de la licence en droit. Les demandes devront être formulées avant le ~~12 juillet~~ ^{27 septembre 1941}, terme de rigueur.

DOMAINES

Avis

Le public est informé qu'il sera procédé le mardi 12 août 1941 à 10 heures, en la salle des audiences du tribunal du cercle de Sokodé, à la vente aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur des parcelles de terrain composant le lotissement de la route des Cabrais à Sokodé.

MISE A PRIX

LOT N°	SURFACE	PRIX	LOT N°	SURFACE	PRIX
1	1a 26	300 frs.	31	6a 12	500 —
3	6a 12	500 —	32	6a 12	500 —
4	6a 12	500 —	33	6a 12	500 —
5	6a 12	500 —	34	6a 12	500 —
6	6a 12	500 —	35	6a 12	500 —
7	6a 12	500 —	36	6a 12	500 —
8	6a 12	500 —	37	6a 12	500 —
10	6a 12	500 —	38	6a 12	500 —
11	6a 12	500 —	40	6a 12	1.000 —
12	6a 12	500 —	41	6a 12	1.000 —
13	6a 12	500 —	42	6a 12	1.000 —
14	6a 12	500 —	43	6a 12	1.000 —
15	6a 12	500 —	44	6a 12	1.000 —
16	6a 12	500 —	45	6a 12	1.000 —
17	6a 12	500 —	49	6a 12	1.000 —
18	6a 12	500 —	62	9a 81	400 —
19	6a 12	500 —	63	9a 81	400 —
20	6a 12	500 —	64	9a 03	400 —
21	6a 12	500 —	65	9a 81	400 —
22	6a 12	500 —	66	9a 81	400 —
23	6a 12	500 —	67	10a 20	400 —
28	6a 12	500 —	71	9a 81	400 —
30	6a 12	500 —			

Le prix principal et les frais accessoires seront payables à la caisse du receveur des domaines à Lomé dans les huit jours qui suivront la notification de l'adjudication.

Les personnes désireuses de prendre part à l'adjudication devront obligatoirement en aviser par lettre le commandant de cercle de Sokodé, dans le délai de deux mois à compter du jour où paraîtra le présent avis au *Journal officiel* du Territoire.

Le cahier des charges est déposé :
à Lomé — au bureau des domaines,
à Sokodé — au bureau du cercle de Sokodé.

Pour communication du cahier des charges, consultation du plan et tous renseignements, s'adresser au bureau des domaines à Lomé.

Lomé, le 23 mai 1941.

Le receveur des domaines,
BERLIE.

TRIBUNAL DE PREMIERE INSTANCE DE LOME

Sont invités à se rendre le Samedi sept Juin mil neuf cent quarante et un, à neuf heures, au Tribunal de Première Instance de LOME, tenant lieu de Tribunal de Commerce, salle des assemblées, pour être, sous la présidence de M. le Juge Commissaire, procédé à la vérification et à l'affirmation de leurs créances, Messieurs les créanciers de la faillite de la SOCIETE AFRICAINE DES MATIERES GRASSES, au capital de Deux millions de francs, dont le siège social est à LOME (Togo).

Les titres, accompagnés d'un bordereau, doivent être remis préalablement au syndic de la faillite.

Par ordre de M. le Juge Commissaire.

Premier et dernier avis.

Le Greffier en Chef,

L. GAETAN

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-défenseur à Lomé

VENTE

d'IMMEUBLE sur SAISIE

Le Vendredi, VINGT-SEPT JUIN Mil neuf cent quarante et un, il sera procédé à l'audience des saisies-immobilières du Tribunal de Première Instance de LOME, à huit heures du matin, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur de l'immeuble sis à LOME, rue d'Alsace-Lorraine, objet du Titre Foncier numéro Deux cent quatre vingt huit de LOME saisi à la requête de Mr. Emmanuel SOTORMEY, sur les héritiers de feu Henry Kué Agbota GABA, ayant fait l'objet des publications de vente parues au *Journal Officiel* du Togo du 1^{er} Mars 1941 et du 16 Avril 1941.

Les conditions de vente restent celles analysées au cahier des charges déposé au Greffe du Tribunal de LOME, le 18 Février mil neuf cent quarante et un.

La mise à prix reste fixée à VINGT MILLE FRANCS (Frs. 20.000,00)

N. B. — Pour tous renseignements s'adresser à M^e VIALE, avocat-défenseur à LOME.

BANQUE DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE

BILAN AU 30 JUIN 1940

ACTIF

Caisse, & C. N. E. P.	340.642.099,19
Fonds en Route	20.000.000,00
Garantie de la Circulation	724.240.192,31
Disponibilités à vue à l'Etranger	11.351.740,44
Portefeuille	1.041.826.848,46
Avances couvertes par des garanties spéciales	13.602.086,46
Participations Financières	1.450.261,88
Avances sans intérêt aux Colonies	10.000.000,00
Avances contractuelles aux Colonies	49.649.939,89
Comptes-courants & Débiteurs divers	58.163.119,56
Immeubles	18.176.960,90
Comptes d'ordre & divers	4.049.341,94
Frs. :	2.293.152.591,03

PASSIF

Capital	50.000.000,00
Réserves	<div> <div> Fonds de prévoyance statutaire Réserve statutaire Réserve supplémentaire </div> <div> 17.500.000,00 2.667.045,77 5.334.091,61 </div> </div>
Provision pour remboursement de billets de banque adjirés	55.000.000,00
Billets au porteur en circulation	1.451.299.270,00
Effets à payer	18.776.588,29
Comptes-courants & Créditeurs divers	434.523.688,20
Trésoriers-Payeurs Coloniaux (leur compte-courant)	134.066.414,48
Dividendes à payer	3.549.665,96
Clients & correspondants (leur compte d'encaissement)	35.401.570,45
Effets en nantissement	25.240.928,12
Comptes d'ordre & Divers	54.127.390,31
Réescompte du portefeuille	1.624.474,95
Profits & Pertes : Bénéfice net du semestre	4.041.462,89
Frs. :	2.293.152.591,03

Le Censeur,
SANSON

Le Directeur de la Succursale,
GERVOT